

L'ÉDITO

Bernard Demonty

TOUCHE PAS À MES LOIS ANTIRACISTES

1993, Jean-Luc Dehaene, Premier ministre, crée le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et en fait une affaire personnelle, défendant avec force la lutte contre les discriminations qu'il conçoit comme le pendant d'une indispensable politique d'intégration. 2018. Le même Centre se trouve sous la tutelle d'une secrétaire d'Etat de la N-VA qui veut le supprimer.

Mais que s'est-il passé entre ces deux dates ? Le Centre, rebaptisé Unia, a pourtant mené et gagné de nombreux combats parmi lesquels celui, historique, de la condamnation du Vlaams Blok pour racisme après un courageux combat judiciaire, en 2004. Mais notre enquête relève aujourd'hui que, depuis quelques années, Unia a perdu de sa légitimité auprès d'une partie de la classe politique. La N-VA, en particulier, mène des campagnes récurrentes pour affaiblir cet organisme fédéral. L'impression domine pourtant qu'il n'a jamais été aussi indispensable qu'aujourd'hui. La parole raciste est assourdissante sur les réseaux sociaux, dans la rue, les transports publics. Les cas de discrimination au logement sont plus que jamais vécus au quotidien. Et la Belgique reste le pays d'Europe où le taux de chômage des

Il appartient aux partis de condamner explicitement toute parole raciste

étrangers non européens est le plus élevé, en raison, notamment, d'une discrimination à l'embauche persistante. La critique d'un organisme

fédéral est nécessaire, comme elle l'est pour toute institution démocratique. Il n'est pas anormal de se demander si tous les publics à protéger font l'objet de la même attention de la part d'Unia. La question du maintien au niveau exclusivement fédéral d'un centre traitant de matières en partie de la compétence des Régions et Communautés n'est pas davantage un tabou.

Le problème, c'est que les critiques viennent essentiellement d'un parti, la N-VA, qui tolère de la part de ses membres les plus médiatiques des propos qui, parfois, ne sont plus très loin du champ d'application des lois antiracistes, dont Unia est le gardien. Parmi de nombreux propos polémiques, citons les plus récents, ceux de Bart De Wever, qui estimait récemment que « *les juifs évitent les conflits, c'est la différence avec les musulmans* ». Quand le pompier se trouve sous l'influence, voire sous la tutelle, du pyromane, le risque d'incendie ne s'en trouve pas amoindri...

S'il faut réformer Unia, qu'on le réforme. Mais dans ce climat toxique où des élus brouillent eux-mêmes les limites de l'acceptable, il appartient aux partis qui ont dans leurs gènes la lutte contre les discriminations, et ils sont nombreux, de défendre avec fermeté un outil public plus indispensable que jamais. De condamner explicitement la parole raciste, même quand elle vient de leurs rangs. Et de faire taire toute critique qui, sous couvert de réforme bien intentionnée, entend affaiblir des garde-fous démocratiques qui ont démontré leur efficacité.